

ÉPISODE CÉVENOL 10

18 février 2020

Un courant d'air et de rivière

La Poste en peau de chagrin

Jeudi 9 janvier, jour de grève nationale, une cinquantaine de citoyens Saint-Jeannais se sont retrouvés pour la défense de leurs services publics. Présent à 10h30 face au bureau de la Poste dont les heures et amplitudes d'ouverture sont désormais réduites, un groupe d'usagers a dans un premier temps informé sur l'évolution inquiétante du niveau de service au public :

A l'horizon 2023, il est prévu par La Poste la transformation de 2600 bureaux de plein exercice en Agence postale communale ou en point poste (chez un commerçant), sachant que les services rendus ne sont plus les mêmes. Ces transformations ont déjà eu lieu dans les villages avoisinants : Mialet, L'Estréchure, Saumane... Cette diminution des horaires du bureau de Poste de Saint-Jean du Gard concerne donc toute la vallée.

Après refus de la responsable (basée à Saint-Christol les Alès) de rencontrer le groupe de protestataires, le bureau de Poste a été fermé, de peur d'une éventuelle « occupation » des locaux, et ayant appris que M. le Maire, informé, aurait donné son accord pour ces réductions, tout le monde s'est dirigé vers la Mairie et a finalement pu avoir l'avis de Michel Ruas, maire de Saint-Jean du Gard.

Le premier représentant de la commune, après avoir affirmé découvrir l'information (de la fermeture du mercredi après-midi) et en être surpris, déclare n'avoir « jamais pris au sein du conseil municipal de délibération en ce sens ». Monsieur le maire s'engage d'une part à permettre une réunion concertée entre les maires de la vallée, les citoyens usagers concernés et les personnes en charge de la réorganisation de la Poste, et d'autre part à apporter un démenti officiel quant à son approbation supposée des changements survenus.

A l'issue de cette première mobilisation pour le maintien intégral des services publics dans la commune, trois points d'informations et requêtes sont ainsi formulés :

- 1) Création d'un Collectif de citoyens usagers pour la Défense des services publics et de la Poste. Pour rejoindre ce collectif : servicespublics@cayra.info
- 2) Demande d'un désaveu clair et/ou d'un démenti officiel par la mairie et son conseil municipal de l'information (donnée par la personne responsable de la réorganisation des bureaux de la Poste) selon laquelle M. Ruas, actuel maire de Saint-Jean du Gard, a été consulté et a donné son accord pour la réduction des heures d'ouverture du bureau

de la Poste de sa commune.

- 3) Organisation rapide, à l'initiative et avec le soutien annoncé de M. Ruas, d'une rencontre entre les maires des communes environnantes (elles-mêmes déjà impactées par la réorganisation des services publics), le collectif d'usagers et la ou les personnes responsables de la réorganisation des services de la Poste pour le secteur.

Cette rencontre a eu lieu le lundi 3 février à 10H00 en présence de 2 représentantes départementales de La Poste, avec M. le maire de Saint-Jean, une conseillère municipale et Mme la maire de L'Estréchure. Nous étions 4 du collectif (une vingtaine de personnes étaient présentes devant la mairie) à présenter notre opposition à cette réduction d'heures d'ouverture de La Poste, à la diminution des services proposés (pour les professionnels ainsi que pour les particuliers, bon nombres d'opérations doivent se faire à Anduze, voire à Saint-Christol les Alès) et à l'ouverture d'un seul guichet, ce qui provoque de l'attente aux moments d'affluence.

Il nous a été précisé que La Poste a informé M. Ruas de cette réorganisation en 2018, et que celui-ci s'y était fermement opposé. Mais l'organisation de La Poste du XXI^e siècle nécessite ces ajustements et nos demandes ont été évidemment rejetées. Un compte-rendu doit nous être retourné prochainement. Pour espérer faire aboutir nos demandes il nous est nécessaire d'amplifier la mobilisation, de contacter d'urgence la Conseillère départementale et le Député dès que nous aurons cette réponse écrite. [M.R.]



Cantines solidaires

Un groupe de personnes motivées projette d'organiser des cantines solidaires à La Lézarde, en général le troisième samedi du mois, à partir de 12h et à prix libre. Comme le présentent les initiateurs-trices, ces cantines sont « un moyen de s'organiser collectivement afin de sortir de la galère et de ne pas rester seul(e) face aux fins de mois difficiles et aux factures à payer. Elles permettent de récolter un peu d'argent et de le reverser aux personnes qui ont confectionné le repas ».

Voilà une belle initiative concrète qui n'attend pas d'être votée au second tour pour voir le jour !
Prochaine cantine : Samedi 21 mars 12h à la Lézarde, 66 Grand Rue, Saint-Jean du Gard.

Trois petits tours et puis s'en vont

1- Salut, ça va ? Dis moi, tu as du nouveau à propos des élections municipales ?

2- Ouais, salut ! Ben ça commence à se concrétiser... Mais on est encore loin d'y voir clair dis donc !

1- Il paraît qu'il y a trois listes ? Deux de gauche et une de droite, t'es au courant ?

2- Oui, c'est officiel ! Ça risque de nous faire le coup de la dernière fois. Les listes dites de gauche qui ouvrent un boulevard à celle de droite ! Et c'est reparti pour 6 années avec les mêmes acteurs à l'affiche !

1- J'ai entendu dire que l'une des têtes de liste serait prête à se retirer pour ne pas répéter la débâcle des dernières élections.

2- On verra bien ! J'y croirai quand ça se produira... Et entre temps, l'autre se lance des fleurs. Dans le Midi Libre il a énuméré ses exploits : La Maison rouge ? C'est lui ! L'assainissement des finances ? Encore lui ! Les travaux dans la Grand rue ? Devine ?

1- Oh, il a oublié d'évoquer comme succès les nouveaux pots de fleurs installés sur des socles en béton...

2- Il est quand même gonflé ! Il prétend avoir assaini les finances. Mais par quel tour de passe-passe ? Ce qu'on sait c'est qu'il y a eu réduction de postes municipaux, réduction pour ne pas dire retrait des subventions pour les associations, location payante des espaces communaux, etc. D'où provient l'argent pour l'installation des caméras ? Des recettes des verbalisations des stationnements ? Et il annonce vouloir rénover l'habitat ancien. Il y a des fonds de la région pour la réhabilitation de ce qu'ils appellent le « bourg-centre ». C'est destiné à qui ?

1- C'est ce qu'on appelle la gentrification. C'est pour attirer des artistes et des gens à fric, soit disant pour revivifier le village. Tu parles, les loyers vont augmenter et les plus précaires vont être expulsés. Vers où ? Les HLM pompeusement appelés « résidence du Mûrier ». Des taudis qu'aucune mairie n'a pris en main, ah ben ça c'est sûr qu'ils ne collent pas avec le programme « bourg-centre » !

2- Mais attends, tu sais quoi ? Dans cet entretien avec le Midi Libre il exhibe une fibre sociale qu'on ne lui connaissait pas jusque là ! Il a même signé la charte « zéro chômeur », waouh ! Tu sais ce que c'est ?

1- Moi je dirais que c'est beaucoup de blabla, de la gesticulation. D'après ce qu'on m'a dit, c'est une association qui déroule un programme pour le moins assez vague. Si c'était possible de créer des emplois pérennes et pas des jobs dépendants de subventions, ça se saurait.

2- Et puis, il nous ressort « les commissions extra-municipales » comme initiative innovante ! Il sait comment faire, c'est sûr : Lors de la réunion d'une commission thématique est présenté le projet conçu par le bureau d'étude (qui a été payé) mandaté et la commission ne peut qu'enterrer. Voilà en quoi consiste la participation des administrés.

1- Bon, c'est bien beau de ressasser les turpitudes de l'ancien, mais qu'en est-il des nouveaux ? Moi je n'y vois pas clair encore.

2- Moi non plus à vrai dire. A en croire Midi Libre qui fait la promo du sortant, les nouveaux seraient une copie de celui-ci. Tous se lancent dans l'écologie, la redynamisation du village et le participatif. Participer, pourquoi pas, mais à quoi ? Et que font-ils de la question sociale ? La suite nous le dira, peut être...



Essayer la dictature ? Non merci !

Ça fait maintenant 15 mois que les Gilets Jaunes se révoltent contre la politique néfaste et néolibérale d'Emmanuel Macron. Et ce mouvement, en dépit de son essoufflement hebdomadaire que nous annoncent les médias dits « grands », a déclenché une « giletjaunisation » ahurissante de la société hexagonale.

Au sein de la lutte contre la réforme des retraites, à côté des cheminots et des dockers, on a vu des médecins qui ont jeté leurs blouses blanches, des enseignants leurs manuels scolaires, des avocats leurs robes. Des chanteurs d'opéra et des danseurs de ballet ont fait la grève, tout comme les salariés des palais de Versailles et du Louvre.

Et la réponse de Macron et sa bande de démocrates ? Ils ont écouté ? Ils ont changé de cap ? Mais bien sûr que non. Ils continuent avec les mêmes propagandes médiatiques, les mêmes argumentations lacrymogènes et flash-balliennes qui ont si bien convaincu la racaille jaune. Monsieur le Président le prend très mal quand on l'accuse de diriger une dictature, mais il nous faut quand même constater « de manière seditieuse » que l'on n'en est pas loin.

Le niveau des violences policières contre manifestants, grévistes, lycéens et journalistes indépendants reste, en soi, grave. Par exemple, la manifestation nationale des Gilets Jaunes à Montpellier le 1 février 2020 a été vite nassée par les flics et à partir de ce moment, les tabassages et les arrestations se sont multipliés. Il y a eu plusieurs blessés dont au moins un grave. Si on combine cette réalité physique avec les dénis, les obscurcissements et les auto-justifications douteuses des responsables, on se retrouve en face d'un système qui n'est peut-être pas fasciste au sens classique, mais qui est sans doute de plus en plus fascisant. Même le coup de dénoncer certaines critiques libertaires du régime comme « des discours politiques extraordinairement coupables », comme l'a fait Macron, nous dévoile un état d'esprit profondément autoritaire, qui veut assimiler la dissidence au crime.

Il y a ceux, heureusement, qui résistent à ce tournant liberticide. La défense collective Gilets Jaunes Cévennes-Garrigue est une coordination de groupes anti-répresseion d'assemblées Gilets Jaunes de différentes villes. Sur leur site [<https://defensecollective.gj.noblogs.org>] ils annoncent : « Nous avons décidé de nous organiser pour ne laisser personne seul face à la justice d'abattage et la brutalité policière. Nous avons organisé une caisse de solidarité, des événements pour la remplir, pris contact avec des avocats, préparé la défense collective d'inculpés, organisé des rassemblements tant lors des gardes à vue, que pendant des procès et devant les prisons... »

Ici à Saint-Jean du Gard on a déjà pu « essayer la dictature », comme nous le conseille M. Macron, avec la fameuse interdiction, l'été dernier, de tout tractage « non-autorisé ». Si l'arrêté municipal a été finalement retiré, il faut espérer que les instincts autocratiques qui l'ont engendré ne s'éternisent pas, comme une moisissure macronienne, sur les murs de notre Mairie.

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact episodecevenol@laposte.net

Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.